



Circulaire n°5935

du 27/10/2016

Objet : Notification des mises en disponibilité par défaut d'emploi, des pertes partielles de charge et des réaffectations dans l'enseignement secondaire de plein exercice et secondaire de promotion sociale officiel subventionné – Déclaration des emplois vacants – Adaptations introduites par la réforme des titres et fonctions et la réforme de l'enseignement qualifiant - OFF SEC

REMPLACE LA CIRCULAIRE N° 5394

Période : Année scolaire 2016-2017

Réseaux et niveaux concernés

- Fédération Wallonie- Bruxelles
- Libre subventionné
- Libre confessionnel
- Libre non confessionnel
- Officiel subventionné
- Niveaux : Secondaire (PE / Ord / Spéc / PROMSOC/ART/)

Type de circulaire

- Circulaire administrative
- Circulaire informative

Période de validité

- A partir du
- Du 01/09/2016 au 30/06/2017

Documents à renvoyer

- Oui
- Date limite :
- Voir dates figurant dans la circulaire

Mot-clé :

Mise en disponibilité
Réaffectation
Emplois vacants

Destinataires de la circulaire

- A Madame le Ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française, chargée de l'enseignement ;
- A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province ;
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres ;
- Aux Pouvoirs organisateurs et aux Directions des établissements d'enseignement officiel subventionné des niveaux secondaire ordinaire et spécialisé, de plein exercice secondaire, de promotion sociale secondaire et artistique de plein exercice.

Pour information :

- Aux membres des services d'inspection ;
- Aux syndicats du personnel enseignant ;
- Au CPEONS ;
- Au CECP.

Signataire

Directrice générale Madame SALOMONOWICZ

Personnes de contact

Service ou Association :

Nom et prénom	Téléphone	Email
Service de Gestion des emplois	02/413.29.11 – 25.98	ccsecondaire.officiel@cfwb.be

Nouveautés!!!

L'année scolaire 2016-2017 est l'occasion de l'entrée en vigueur de plusieurs réformes importantes, qui ne sont pas sans impacter profondément le déroulement des opérations statutaires habituelles.

Il s'agit en particulier dans l'enseignement secondaire de l'entrée en vigueur d'une part, de la réforme des titres et fonctions, et d'autre part, de la réforme de l'enseignement qualifiant.

Ces modifications majeures ne sont pas sans conséquences sur les procédures administratives habituelles en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et réaffectation.

La présente circulaire est donc l'occasion de présenter ces modifications et de communiquer les adaptations aux procédures et outils d'usage en la matière.

Par ailleurs, en accord avec Mesdames les Ministres Marie-Martine SCHYNS et Isabelle SIMONIS et pour répondre à la demande des acteurs de terrain afin de laisser à chacun le temps de s'adapter à l'usage de ces nouveaux outils et de permettre une intégration la plus harmonieuse possible des nouvelles règles et spécificités issues de ces réformes, il a été décidé de postposer, à titre exceptionnel, le calendrier des opérations de notification des mises en disponibilité et de déclaration des emplois vacants. Cette décision a fait l'objet d'une communication via la circulaire n°5872 - *Opérationnalisation de la réforme des titres et fonctions - Délai de transmission des documents administratifs pour la rentrée scolaire 2016-2017* - du 13 septembre 2016.

Ce calendrier adapté vous est présenté en détail en page 35. Les Pouvoirs Organisateurs noteront déjà qu'aucun document ou fichier n'est à transmettre aux Commissions zonales de gestion des emplois **avant le 28 novembre 2016**.

1. Entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2016 de la réforme des titres et fonctions

Depuis le 1^{er} septembre 2016, le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est entré en vigueur^[1].

Ce texte définit ce qui est communément appelé la réforme des titres et fonctions et s'applique aux établissements d'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et d'enseignement secondaire de promotion sociale, uniquement pour les fonctions de recrutement. Cependant, la réforme ne s'appliquant pas à l'enseignement supérieur de promotion sociale ni à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les anciennes dispositions restent d'application pour ces types d'enseignement et font dès lors l'objet d'une circulaire distincte.

Pour les opérations dans l'enseignement secondaire, telles que définies par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, il est ainsi mis fin à la distinction entre enseignement de plein exercice et enseignement en alternance ainsi qu'entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé.

En effet, les articles 5 et 6 de l'arrêté précité précisait jusqu'à ce jour que, pour l'application des mesures préalables à la mise en disponibilité, la mise en disponibilité et la réaffectation, la notion de « même fonction » dans l'enseignement secondaire s'entendait en tenant compte de la distinction entre l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécialisé, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement à horaire réduit (en alternance).

Désormais, depuis le 1^{er} septembre 2016, avec la mise en œuvre de la réforme des titres et fonctions, la définition d'une fonction unique par l'AGCF du 5 juin 2016 [relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française] a pour conséquence qu'il n'est plus fait de distinction entre l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice, l'enseignement spécialisé de plein exercice et l'enseignement secondaire en alternance.

Toutefois, des mesures particulières, reprises au point 3.2.8., sont apportées dans le cadre de la protection de l'emploi des temporaires dans l'enseignement spécialisé. De même, les possibilités de refus de ce qui sera désormais une réaffectation sont conservées entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé.

Enfin, la mise en disponibilité s'effectue toujours en tenant compte de la distinction entre l'enseignement secondaire de plein exercice et l'enseignement secondaire en alternance/à horaire réduit.

En matière de mesures préalables à la mise en disponibilité, dans le cas d'activation d'accroches multiples, les pouvoirs organisateurs seront tenus par l'ensemble des accroches possibles au sein du réseau.

Par ailleurs, les modifications liées aux titres de capacité peuvent également avoir comme conséquence qu'un membre du personnel autrefois porteur d'un titre requis ne le soit plus ou inversement. Pour les réaffectations déjà effectuées précédemment, et reconduites lors de l'année scolaire 2016-2017, il convient de tenir compte du régime transitoire dont bénéficient les membres du personnel définitifs (en ce compris lorsqu'ils sont en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge) de part l'application du décret du 11 avril 2014 précité. Il est renvoyé sur ce point aux instructions transmises via la circulaire n°5738 du 30 mai 2016.

Enfin, des dispositions particulières ont été prévues par le législateur pour les membres du personnel qui ne voient pas leur acte de nomination à titre définitif « basculer » dans les nouvelles fonctions instituées par la réforme afin de préserver leur emploi (membres du personnel visés à l'article 266, alinéa 2 du décret du 11 avril 2014). Ces dispositions sont détaillées au point 3.2.6. de la présente circulaire.

2. Entrée en vigueur de la réforme de l'enseignement qualifiant

Par ailleurs, le décret du 13 juillet 2016 a prévu des dispositions transitoires spécifiques en matière de réaffectation externe pour les membres du personnel mis en perte partielle de charge du fait de l'entrée en vigueur, lors de cette année scolaire 2016-2017, de la réforme du qualifiant. Celles-ci ont été insérées dans le décret du 5 décembre 2013 [modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4].

En effet, l'augmentation de la formation générale aura comme possible conséquence une diminution des périodes consacrées à la formation qualifiante et par conséquent une diminution d'attribution pour les titulaires de cours techniques (CT) et des cours de pratique professionnelle (PP)¹.

Ces dispositions particulières sont détaillées au point 3.3. de la présente circulaire.

¹ Pour mémoire, les CTPP ont disparus de par l'application de la réforme des titres et fonctions au 1^{er} septembre 2016 et le basculement des membres du personnel concernés en CT et/ou PP

3. Adaptation des outils informatiques

Outre les modifications réglementaires, l'Administration travaille à l'élaboration d'une nouvelle application informatique, communément appelée REAF. La transmission des données relatives aux déclarations de mise en disponibilité et perte partielle de charge ainsi que les emplois vacants devra, à terme, s'effectuer par le biais de cette nouvelle plate-forme, qui intégrera l'ensemble des éléments issus de la base de données PRIMOWEB (liste des fonctions, accroches cours/fonctions, titres de capacité, tables de transformation et de correspondance pris en exécution du décret du 11 avril 2014).

La finalisation de cette application, réalisée en étroite collaboration avec les différents intervenants (dont les prestataires informatiques des réseaux) est prévue pour l'année scolaire 2017-2018. Une circulaire explicative spécifique, consacrée à son mode d'emploi, sera diffusée lors de sa mise en ligne.

Dans l'attente, les procédures précédemment en vigueur restent d'application, sous la forme de fichiers Excel actualisés et adaptés, afin d'y permettre l'intégration des éléments minimaux de concordance avec les nouveautés introduites par la réforme des titres et fonctions. Ces adaptations vous sont présentées en section 2 de la présente circulaire. J'attire particulièrement votre attention sur la nécessité de veiller au respect scrupuleux des instructions d'encodage qui y sont reprises. La préoccupation de mes services dans la mise en œuvre de celles-ci, aura été de n'apporter des modifications que dans la mesure où celles-ci étaient indispensables à la bonne tenue des travaux, afin de limiter au strict nécessaire les changements apportés aux procédures habituelles et connues de tous depuis de longues années maintenant.

Je vous remercie donc pour toute l'attention que vous voudrez bien apporter à la présente et pour votre entière collaboration.

La Directrice Générale,

Lisa SALOMONOWICZ

INTRODUCTION

Le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (M.B du 23/06/2004) est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2004. Ce décret a prévu que les missions des Commissions zonales de gestion des emplois sont confiées à l'Administration.

Comme les années précédentes, la transmission des données nécessaires aux travaux des Commissions zonales seront transmises à ces dernières sur base de fichiers informatisés.

Les instructions contenues dans la présente circulaire sont réparties en deux sections :

SECTION 1 : CADRE REGLEMENTAIRE ET INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES

SECTION 2 : PROCEDURES DE TRAVAIL INFORMATISEES

REMARQUE IMPORTANTE : ACTIVITES D'ENCADREMENT PEDAGOGIQUE ALTERNATIF - EPA

Le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française (M.B. du 05 août 2015) a prévu un mécanisme particulier de préservation d'emploi pour les professeur de morale non confessionnelle^[1] dans le cadre d'une éventuelle diminution des périodes de cours philosophiques consécutive au système de dispense nouvellement instauré.

Le décret du 13 juillet 2016 [relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire], a reconduit ce mécanisme dans l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2016-2017. L'ensemble du dispositif reste donc d'application.

Ces dispositions particulières sont détaillées au point 4.4

A titre dérogatoire pour l'année scolaire 2016-2017 à nouveau, les professeurs de morale non confessionnelle dont l'emploi se voit préservé de par l'attribution de l'encadrement pédagogique alternatif (EPA), pour un volume horaire équivalent à leur diminution d'attribution, NE DOIVENT PAS FAIRE L'OBJET D'UNE DECLARATION DE MISE EN DISPONIBILITE. En effet, l'attribution prioritaire de ces périodes leur évite la perte de charge qui doit intervenir (article 18, §1er, du décret du 14 juillet 2015 précité).

^[1] Pour mémoire, les dispositions sont également d'application pour les maîtres et professeurs de religion et font l'objet d'une circulaire spécifique.

SECTION 1 : CADRE REGLEMENTAIRE ET INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES	8
1. TEXTES DE REFERENCE ET MISSIONS	8
1.1. Bases légales	8
1.2. Missions des Commissions de gestion des emplois	9
1.3. DPPR – type III	9
2. REGIME TRANSITOIRE	9
3. OPERATIONS STATUTAIRE	10
3.1. Définition de la notion de "même fonction"	10
3.2. Particularités liées à la mise en œuvre de la réforme des titres et fonction dans les mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi	10
3.2.1. Activation effective des accroches cours/fonctions	10
3.2.2. Mise en œuvre du tableau de transformation des cours dans l'enseignement secondaire de plein exercice	11
3.2.3. Transformation des structures existantes dans l'enseignement secondaire de promotion sociale - application du tableau de concordance	11
3.2.4. Impact de la priorisation des titres sur l'application des mesures préalables	12
3.2.5. Professeurs de langues anciennes	12
3.2.6. Particularités pour les membres du personnel restés nommés dans un cours (art. 266, al. 2)	12
3.2.7. Particularités pour les membres du personnel dont le basculement dans les nouvelles fonctions est limité à l'enseignement professionnel	13
3.2.8. Enseignement spécialisé	13
3.2.9. Particularité pour le membre du personnel dont la fonction d'origine a été scindée au 1 ^{er} septembre 2016	14
3.2.10. Restructuration des établissements scolaires	14
3.3. Dispositions particulières – Réforme de l'enseignement qualifiant	15
3.4. Réaffectation et rappel provisoire à l'activité	16
3.5. Reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité devenant des réaffectations	16
4. EMPLOIS VACANTS	17
4.1. Déclaration des emplois vacants	17
4.2. Emploi vacant en cours d'année scolaire au sein du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité par défaut d'emploi	18
4.2.1. Emploi temporairement vacant	18
4.2.2. Emploi définitivement vacant	18
4.3. Protection des emplois	18
4.3.1. Personnel administratif	18
4.3.2. Niveaux d'enseignement autres que la promotion sociale	19
4.3.3. Promotion sociale	19
4.4. EPA pour les professeurs de morale non confessionnelle	20
4.5. Particularités concernant les professeurs de religion	22
5. RECOURS CONTRE LES DESIGNATIONS	22
6. NON RESPECT DES OBLIGATIONS	23
7. CONTACT	24
7.1. Commissions zonales de gestion des emplois	24
7.2. Commission centrale de gestion des emplois	24

SECTION 2 : PROCEDURES DE TRAVAIL INFORMATISEES	25
1. GENERALITES	25
2. ERREURS FREQUENTES	27
3. FICHIERS INFORMATIQUES	28
3.1. Pour les Pouvoirs organisateurs	28
3.2. Pour les Commissions zonales	29
4. TRANSMISSION DES DONNEES	29
4.1. Par les Pouvoirs organisateurs	29
4.2. Fichiers fusion à destination des PO	33
4.3. Par les Commissions zonales	33
5. RECAPITULATIF CALENDRIER	35

SECTION 1 : CADRE REGLEMENTAIRE ET INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES

1. TEXTES DE REFERENCE ET MISSIONS

1.1. Bases légales

Dans le cadre des opérations de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation, les obligations des pouvoirs organisateurs, les droits et obligations des membres du personnel ainsi que les missions des Commissions zonales et de la Commission centrale de gestion des emplois sont régis par les textes légaux repris ci-après :

- décret du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;
- décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection ;
- décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;
- décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;
- décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;
- décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4 ;
- décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistiques officiels subventionnés ;
- arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné ;
- arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;
- arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux accroches cours-fonction pris en exécution de l'article 10 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;
- arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel

paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

- arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné

L'ensemble de ces textes est disponible à l'adresse Internet suivante :

<http://www.cdadoc.cfwb.be/RechDoc/critdoc.asp>

1.2. Missions des Commissions de gestion des emplois

Les missions des Commissions zonales et de la Commission centrale de gestion des emplois sont fixées par :

- L'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés tel que modifié.

- l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale² officiel subventionné.

1.3. DPPR – type III

Les dossiers de demande de disponibilité précédant la pension de retraite « Type III » doivent être transmis au bureau déconcentré compétent et seront traités par la Commission Centrale de gestion des emplois après toutes les opérations de réaffectation au sens large.

Attention : Seuls les membres du personnel nés avant le 1^{er} janvier 1957 peuvent encore solliciter une disponibilité précédant la pension de « Type III » (article 10bis de l'AR numéro 297 du 31/03/1984)

2. REGIME TRANSITOIRE

Des dispositions transitoires reprises aux articles 262 à 293 du décret du 11 avril 2014 ont fait l'objet de deux circulaires spécifiques :

- n°5832 du 20 juillet 2016 pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance ;
- n°5835 du 16 août 2016 pour l'enseignement de promotion sociale.

En matière de réaffectation, les mesures transitoires prévues sont présentées à chaque fois dans le corps du texte de la présente circulaire et ne font pas, dès lors, l'objet d'un point particulier.

² Le personnel non chargé de cours de l'enseignement de promotion sociale n'est pas concerné par la présente circulaire et fera l'objet d'une circulaire spécifique

3. OPERATIONS STATUTAIRES

Désormais, en application du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, la liste des fonctions de recrutement est fixée par l'AGCF du 5 juin 2014. Les fonctions de sélection et de promotion restent fixées par le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection.

Pour l'application des articles 5 à 8 de l'AGCF du 28 août 1995, lesquels visent, dans l'ordre, les mesures préalables à la mise en disponibilité, la mise en disponibilité et la réaffectation, la notion de « même fonction » dans l'enseignement secondaire s'entend en ne tenant plus compte de la distinction entre les enseignements secondaire ordinaire, spécialisé et en alternance.

3.1. Définition de la notion de "même fonction"

La notion de « même fonction » s'entend donc désormais comme suit :

- 1° la fonction telle que précisée par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 ;
- 2° la fonction dans laquelle le membre du personnel a été mis en disponibilité quels que soient les titres qui ont permis l'engagement à titre définitif à cette fonction ;
- 3° toute autre fonction pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis;
- 4° la notion de même fonction implique par ailleurs qu'il s'agisse d'une fonction:
 - appartenant à la même catégorie: personnel directeur et enseignant, personnel auxiliaire d'éducation, personnel social, personnel paramédical, personnel psychologique;
 - de même nature : fonction de recrutement, fonction de sélection, fonction de promotion;
 - appartenant en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant uniquement, au même niveau d'enseignement (secondaire inférieur, secondaire supérieur) à l'exception des professeurs de langues anciennes porteurs du titre requis et des accompagnateurs CEFA;
 - procurant une rémunération au moins égale à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge, même si les prestations requises pour former des fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

3.2. Particularités liées à la mise en œuvre de la réforme des titres et fonction dans les mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi

3.2.1. Activation effective des accroches cours/fonctions

Afin de mettre en œuvre le principe des accroches cours/fonctions à partir de l'année scolaire 2016-2017, chaque pouvoir organisateur doit inscrire lesdites accroches au sein de celles retenues par le réseau d'enseignement auquel il appartient. Ainsi, conformément à l'article 13 du décret du 11 avril 2014, pour toute accroche multiple du référentiel qui concerne ses structures scolaires, tout pouvoir organisateur doit, au plus tard le 30 juin de l'année scolaire précédente, porter à la connaissance de l'Administration ses activations effectives³.

Ces dernières ne peuvent aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel nommé à titre définitif :

« Article 13, § 2, A partir de l'année scolaire 2016-2017 et en vue de l'organisation de chaque année scolaire, pour toute accroche cours/fonction multiple du référentiel qui concerne ses structures

³ Cette obligation a fait l'objet des circulaires n°5772 du 17 juin 2016 et n°5899 du 20 juillet 2016.

scolaires, tout pouvoir organisateur doit, au plus tard le 30 juin de l'année scolaire précédente, porter à la connaissance de l'administration ses activations effectives.

Les activations effectives visées à l'alinéa précédant ne peuvent aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ».

Le paragraphe 3 de la même disposition précise, quant à lui, que quelle que soit l'activation effectuée, le pouvoir organisateur est tenu d'appliquer les mesures préalables à la disponibilité et les règles de réaffectation auxquelles il est soumis à l'ensemble des fonctions accrochées pour ces cours par le réseau d'enseignement auquel il appartient :

« Article 13 § 3. Quelle que soit l'activation effectuée par un pouvoir organisateur dans le cadre d'une accroche cours/fonction multiple, celui-ci est tenu d'appliquer les mesures préalables à la disponibilité et les règles de réaffectation auxquelles il est soumis à l'ensemble des fonctions accrochées pour ces cours par le réseau d'enseignement auquel il appartient. »

3.2.2. Mise en œuvre du tableau de transformation des cours dans l'enseignement secondaire de plein exercice

Le Pouvoir organisateur est également tenu de continuer à confier au membre du personnel précédemment nommé à titre définitif dans la fonction ou le cours les attributions qui ont vu leur libellé modifié ou transformé, voire le cas échéant disparaître et être remplacé par de nouveaux intitulés.

Ces transformations sont fixées pour l'enseignement de plein exercice dans le tableau de transformation des cours en vigueur pour le réseau concerné adopté sur base des dispositions reprises à l'article 39 du décret du 11 avril 2014 et publié en annexe de l'AGCF du 05 juin 2014 relatif aux accroches cours-fonction pris en exécution de l'article 10 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Ce tableau est consultable, par réseau concerné, sur le site www.enseignement.be/primoweb.

3.2.3. Transformation des structures existantes dans l'enseignement secondaire de promotion sociale - application du tableau de concordance

Lorsqu'un nouveau dossier pédagogique vient transformer des structures existantes dans l'enseignement de promotion sociale, un tableau de concordance est approuvé par le Conseil général et annexé au nouveau dossier pédagogique.

Ce tableau permet d'établir la concordance entre les anciens intitulés d'UE et les nouvelles unités permettant d'identifier pour les enseignants qui ont été nommé à titre définitif à l'intérieur des unités transformées sur quelle(s) nouvelle(s) unité(s) la nomination à titre définitif sera reportée et par le mécanisme de l'accroche cours/fonctions de repérer les fonctions correspondantes.

3.2.4. Impact de la priorisation des titres sur l'application des mesures préalables

Sans préjudices des mesures préalables à la mise en disponibilité, les AGCF des 28 août 1995 et 12 septembre 1995, tels que modifiés par le décret du 11 avril 2014, précisent désormais que lorsqu'il est mis fin aux prestations des membres du personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire non prioritaire, il est désormais mis fin à ces prestations de la manière suivante:

- mis fin aux prestations du membre du personnel non titulaire d'un titre requis, d'un titre suffisant ou d'un titre de pénurie⁴ avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie ;
- mis fin aux prestations d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie avant celles d'un membre titre d'un titre suffisant ;
- mis fin aux prestations d'un membre du personnel titulaire d'un titre suffisant avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre requis.

Ces nouvelles dispositions ne trouvent à s'appliquer au sein du pouvoir organisateur concerné qu'aux membres du personnel ne pouvant se prévaloir du régime transitoire institué par le décret du 11 avril 2014 leur permettant de conserver le bénéfice de l'ancien régime de titre⁵.

3.2.5. Professeurs de langues anciennes

Pour l'application des mesures préalables et de mise en disponibilité reprises aux articles de 5 à 8 de l'AGCF du 28 août 1995, le membre du personnel, nommé à titre définitif avant le 31 août 2016, dans la fonction de professeur de langues anciennes dispensée au degré inférieur et/ou supérieur est présumé avoir exercé ladite fonction aux deux niveaux lorsque tous les titulaires des fonctions de professeurs de CG grec ancien et CG latin au sein d'un établissement sont porteurs du titre requis.

Quel que soit le niveau où a lieu la perte d'heure, c'est le membre du personnel le moins ancien de tous les professeurs de latin et de grec ancien qui sera mis en disponibilité ou déclaré en perte partielle de charge après avoir, le cas échéant, retrouvé des heures de latin ou de grec ancien, dans le même niveau ou dans l'autre niveau, au détriment d'un temporaire.

Dans le cas où les titulaires des fonctions de professeurs de CG grec ancien et CG latin ne sont pas tous porteurs du titre requis, les mesures préalables à la mise en disponibilité et la mise en disponibilité elle-même s'effectuent par niveau pour les membres du personnel nommés à titre définitif avant le 31 août 2016 dans la fonction de langues anciennes (latin-grec). Toutefois, les membres du personnel nommés à titre définitif, porteurs du titre requis, acquièrent le droit de récupérer dans l'autre niveau des cours de latin et de grec ancien au détriment des membres du personnel porteurs ou non d'un titre requis, à condition que ces derniers possèdent une ancienneté de service moins élevée.

3.2.6. Particularités pour les membres du personnel restés nommés dans un cours (art. 266, al. 2)

Le décret du 11 avril 2014 précise que dans l'application des dispositions relatives aux mesures préalables à la mise en disponibilité, la mise en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge, la réaffectation et le rappel provisoire à l'activité, tant dans l'enseignement secondaire de plein exercice que dans l'enseignement de promotion sociale, à l'exclusion de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement supérieur de promotion sociale, le pouvoir organisateur est désormais tenu de

⁴ Soit le titulaire d'un titre de pénurie non listé (TPNL).

⁵ A l'exclusion donc des membres du personnel bénéficiant des régimes transitoires 1 et 2.

confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, al.2 du décret du 11 avril 2014⁶, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur.

Dans ce cadre, en cas de réduction d'emploi, préalablement à l'application des mesures de mise en disponibilité, le pouvoir organisateur est dans l'obligation de confier à ce membre du personnel, en priorité et par dérogation à la dévolution d'emploi sur base de l'ancienneté, les périodes de cours liées à l'acte de nomination dont il est porteur.

Cette obligation est limitée au pouvoir organisateur. Dans l'hypothèse où malgré cette priorité le membre du personnel devrait être mis en disponibilité, le pouvoir organisateur aura, vis-à-vis de lui, la même obligation dans le cadre des opérations de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité.

Si après ces opérations, le membre du personnel est toujours en perte, les Commissions de gestion des emplois ne pourront procéder aux réaffectations et rappels provisoires à l'activité externes que sur la base de son titre, dans toute fonction pour laquelle il possède le titre requis au sens du nouveau régime de titre tel que fixé par l'AGCF du 05 juin 2014.

3.2.7. Particularités pour les membres du personnel dont le basculement dans les nouvelles fonctions est limité à l'enseignement professionnel

L'article 267 du décret du 11 avril 2014 prévoit que lorsque le membre du personnel a bénéficié antérieurement à la réforme d'une nomination à titre définitif sur base du seul régime de titre spécifique à l'enseignement professionnel, son basculement dans la ou les nouvelles fonctions (sur base de tableau de correspondance ou via l'accroche cours-fonction) voit ses effets statutaires limités à cette forme d'enseignement :

« Article 267. Pour toutes les mesures transitoires susvisées, dans l'enseignement subventionné, lorsque le membre du personnel était titulaire, avant l'entrée en vigueur du présent décret, d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif sur base des titres propres à l'enseignement professionnel, il conserve sa nomination ou son engagement à titre définitif uniquement dans cette forme d'enseignement ».

Il en résulte que dans le cadre de l'application des mesures préalables à la mise en disponibilité, son emploi et les périodes qui pourraient lui être attribuées dans ce cadre doivent être considérés uniquement dans l'enseignement professionnel.

3.2.8. Enseignement spécialisé

Conformément à l'article 5 de l'AGCF du 28 août 1995 (modifié par l'article 126 du décret du 11 avril 2014), dans l'enseignement spécialisé, la définition de « même fonction » ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'un membre du personnel temporaire qui doit céder son emploi dans le cadre des mesures préalables prévues par les réaffectations et qui justifie d'une compétence particulière.

Pour justifier de cette compétence particulière le membre du personnel doit :

- avoir exercé la fonction pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité externe, à savoir pouvoir se prévaloir de plus de 600 jours d'ancienneté de service dans le pouvoir organisateur sur trois ans ;
- ou

⁶ A savoir le membre du personnel qui n'est pas visé par les tableaux de correspondance, qui ne possède pas de titre de capacité requis ou suffisant ou de pénurie listé pour la nouvelle fonction et qui conserve donc sa nomination à titre définitif sous l'ancien intitulé du cours.

- à défaut d'une telle ancienneté, posséder une formation spécifique ou complémentaire telle que prochainement listée dans l'AGCF définissant la liste des compétences particulières pris en exécution de l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. Dans l'attente de la mise en œuvre de cette disposition, le Cabinet de Madame la Ministre SCHYNS précise que les membres du personnel concernés ayant suivi l'une des formations reprises dans le tableau repris ci-dessus, est réputé posséder la formation spécifique lui permettant de protéger son emploi

Formations certifiantes		
<i>Types</i>	<i>Formations certifiées</i>	<i>Opérateurs</i>
<i>TOUS</i>	Aptitudes à l'éducation des élèves à besoin spécifiques.	Promotion sociale, enseignement supérieur pédagogique de type court.
<i>TOUS</i>	Spécialisation en orthopédagogie.	Hautes écoles enseignement supérieur pédagogique de type court

3.2.9. Particularité pour le membre du personnel dont la fonction d'origine a été scindée au 1^{er} septembre 2016

A titre transitoire les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 1er septembre 2016 et qui ont vu leurs attributions scindées, sur base du tableau de correspondance des fonctions, lors de leur basculement dans les nouvelles fonctions lors de l'entrée en vigueur de la réforme des titres et fonctions, bénéficient en cas de perte de charge d'une priorité sur les périodes attachées à toute autre fonction issue de la scission de leur fonction d'origine.

Cette priorité, fixée à l'article 5 de l'AGCF du 5 août 1995, s'exerce au moment de la mise en œuvre des mesures préalables à la mise en disponibilité.

Afin de pouvoir en bénéficier, le membre du personnel doit pouvoir disposer pour la fonction visée du titre requis, du titre suffisant ou du titre de pénurie au moins.

Ces dispositions visent en particulier la situation des scissions des CG de langues germaniques ou des fonctions relevant précédemment de la classification des CTPP.

Exemple : Un professeur de CG Langues germaniques au DS est titulaire d'un AESS Anglais-Néerlandais. Titre requis donc pour les deux langues.

Au 30 juin 2016, il est nommé à temps plein et n'exerce que la fonction Anglais. Avec la réforme, il bascule entièrement en professeur de cours généraux anglais au DS

Au 1er septembre, en cas de réduction des périodes d'anglais, le PO devra, sur base de la disposition précitée, servir des périodes de néerlandais avant de déclarer le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge.

3.2.10. Restructuration des établissements scolaires

La section 7 de l'AGCF du 28 août 1995 précité précise les instructions réglementaires à suivre en cas de fusion ou de restructuration (fusion, absorption, restructuration partielle ou globale) des établissements.

3.3. Dispositions particulières – Réforme de l’enseignement qualifiant

Afin de prémunir les enseignants, qui seraient en perte de charge en raison de la réforme du qualifiant, d’un morcellement de leur emploi sur plusieurs pouvoirs organisateurs, **à titre transitoire pour les seules années scolaires 2016-2017 et 2017-2018** et par dérogation aux dispositions fixées à l'article 12 de l'arrêté du 28 août 1995, des dispositions réglementaires ont été adoptées en date du 13 juillet 2016 afin de permettre que les professeurs de cours techniques (CT) et/ou de pratique professionnelle (PP) puissent, sous certaines conditions, rester à la disposition de leur pouvoir organisateur et seront autorisés à décliner toute réaffectation ou rappel provisoire à l’activité externe au sein d’un autre Pouvoir organisateur⁷.

a) Dans les cas de perte partielle de charge

Il appartiendra au pouvoir organisateur dont le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques (CT) et/ou de pratique professionnelle (PP), nommé à titre définitif avant le 1er septembre 2016, se retrouve en perte partielle de charge en raison de la mise en œuvre des nouvelles grilles-horaires prévues par le décret du 5 décembre 2013, de lui proposer, si la réaffectation ou rappel provisoire à l'activité n'est pas possible en son sein, de rester à disposition de l'établissement dans lequel il enseigne, à concurrence du nombre de périodes perdues, pour exercer des tâches pédagogiques en lien avec la formation qualifiante et, le cas échéant, pour suivre une formation permettant une requalification, l'actualisation ou l'approfondissement des compétences professionnelles.

Les tâches pouvant lui être demandées dans ce cadre (et les modalités de leur fixation), sont prévues par l'arrêté ministériel du 11 octobre 2016 portant exécution de l'article 17quinquies du décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, repris en annexe 1, à la page 36.

Il est loisible au professeur concerné de refuser cette proposition et d'être dès lors soumis à la réaffectation, ou rappel provisoire à l'activité en dehors de son pouvoir organisateur.

b) Dans les cas de mise en disponibilité totale par défaut d'emploi

Le membre du personnel mis en disponibilité totale par défaut d'emploi dans les mêmes conditions ne peut, dans un premier temps, bénéficier de la même disposition dérogatoire lui permettant de décliner toute désignation d'office externe. Son dossier devra donc être traité classiquement par les organes de réaffectation externe (Commissions zonales de gestion des emplois et Commission centrale de gestion des emplois). A l'issue de ces opérations ou dès qu'une désignation d'office aura permis de mettre fin à sa disponibilité totale par défaut d'emploi, le membre du personnel qui ne peut être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité pour la totalité de sa charge bénéficiera, dans les mêmes conditions, de la dérogation visée sous a), jusqu'à concurrence du nombre de périodes pour lesquelles il reste en disponibilité ou perte partielle de charge.

⁷ Dispositions particulières prises dans le cadre de l'application de l'article 17 ter tel qu'inséré dans le décret du 5 décembre 2013, modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, par le décret du 13 juillet 2016 portant diverses dispositions en matière d'enseignement. Application de l'A.M. du 11 octobre 2016 portant exécution de l'article 17quinquies du décret du 5 décembre 2013 précité (M.B. du 24 octobre 2016).

A cette fin, il est demandé de signaler dans l'annexe 1 « EO/DNTA SEC OFF 2016-2017 », au moyen de la case ad hoc, si le membre du personnel concerné accepte d'effectuer des tâches pédagogiques en lien avec la formation qualifiante ou de suivre une formation permettant une requalification, une actualisation ou un approfondissement de ses compétences professionnelles. Dans ce cas, et pour autant que la situation visée relève de la perte partielle de charge, son dossier ne sera pas traité par les Commissions de gestion des emplois pour l'année en cours.

En cas d'absence de case cochée, le membre du personnel sera présumé accepter de se voir proposer une réaffectation ou un rappel provisoire à l'activité, selon les règles statutaires habituelles. En attendant, il restera néanmoins à la disposition de son pouvoir organisateur pour effectuer des tâches pédagogiques en lien avec la fonction pour laquelle il a été mis en disponibilité ou déclaré en perte partielle de charge.

3.4. Réaffectation et rappel provisoire à l'activité

Si dans le Pouvoir organisateur qui a mis l'enseignant en disponibilité, il y a une possibilité :

- **de réaffectation dans un emploi définitivement vacant**, celle-ci prime sur la reconduction de la réaffectation ;
- **de réaffectation dans un emploi temporairement vacant pour la durée de l'année scolaire**, la reconduction de la réaffectation peut être maintenue ;
- **de rappel provisoire à l'activité**, la reconduction de la réaffectation antérieure prime sur le rappel provisoire à l'activité ;
- **de rappel provisoire à l'activité**, celle-ci prime sur la reconduction du rappel provisoire antérieur.
- **pour rappel**, le rappel provisoire à l'activité n'est effectué **qu'à défaut** d'une réaffectation

La réaffectation comme le rappel provisoire à l'activité ne peuvent cependant conduire à l'**obligation** pour le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge d'accepter un emploi vacant dans l'enseignement spécialisé, dans l'enseignement de promotion sociale, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou dans l'enseignement en alternance/à horaire réduit.

3.5. Reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité devenant des réaffectations

Les demandes de non reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité, introduites par les pouvoirs organisateurs et par les membres du personnel, sont de la compétence exclusive de la Commission centrale de gestion des emplois (article 17, §2, 4° de l'AGCF du 28 août 1995 précité et l'article 16, §1, 3° de l'AGCF du 12 septembre 1995 précité). Cet examen a eu lieu lors de la séance du mois de juin de l'année scolaire précédant la reconduction et a fait l'objet de la circulaire n°5738 du 30 mai 2016⁸.

La Réforme des titres et fonctions a donc eu un impact important sur les reconductions des réaffectations telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé officiels subventionnés.

Les modifications liées aux titres de capacité peuvent avoir comme conséquence qu'un membre du personnel autrefois porteur d'un titre requis ne le soit plus ou inversement.

⁸ Circulaire n°5738 du 30 mai 2016 relative à la Reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité dans l'enseignement secondaire officiel au 1er septembre 2016 - Mise en disponibilité par défaut d'emploi, réaffectation et octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement secondaire officiel subventionné.

Depuis le 1^{er} septembre 2016, il convient d'appliquer les dispositions suivantes:

- tous les rappels provisoires à l'activité effectués précédemment, d'un membre du personnel mis en disponibilité dans un emploi désormais considéré au 1^{er} septembre 2016 comme répondant à la définition de « même fonction » sont **reconduits à la même date sous forme de réaffectation** [exemple : accompagnateur CEFA dans le DI/DS qui sera reconduit dans la nouvelle fonction transversale accompagnateur CEFA, quelque soit le niveau).

- toutes les réaffectations effectuées précédemment, d'un membre du personnel mis en disponibilité dans un emploi qui devrait être désormais considéré au 1^{er} septembre 2016 comme ne répondant plus à la définition de « même fonction » ou pour lequel il ne possède plus le titre requis dans le nouveau régime de titres et fonctions instauré par le décret du 11 avril 2014 **sont reconduites à la même date sous forme de réaffectation, de par l'application du régime transitoire dont bénéficie les membres du personnel concernés.**

Cette situation vise donc :

- a) d'une part les membres du personnel qui ne seront plus titre requis au 1^{er} septembre, mais qui conserveront leurs droits sous le régime transitoire ;
- b) d'autre part, le changement de fonction (sur la base du tableau de correspondance en vigueur dans le réseau concerné) qui aurait pour conséquence que le membre du personnel sera reconduit dans une « nouvelle fonction », et ce quel que soit son titre sur base de l'application du régime transitoire prévu pour les membres du personnel définitifs à la veille de l'entrée en vigueur de la réforme.

4. EMPLOIS VACANTS

4.1. Déclaration des emplois vacants

En ce qui concerne la notification des emplois vacants, sont concernés ici, les emplois (dans les fonctions de recrutement, de sélection et de promotion) définitivement vacants et les emplois temporairement vacants d'une durée de 15 semaines au moins.

Les emplois vacants attribués par rappel provisoire à l'activité doivent figurer dans le relevé.

Ne sont pas concernés et feront l'objet d'une circulaire ultérieure, les emplois du personnel non chargé de cours dans l'enseignement de promotion sociale, dont la mise en disponibilité est fixée au 1^{er} janvier (article 3, §4, dernier alinéa de l'AGCF du 12/09/1995).

Tous les emplois, qu'ils soient ou non protégés de la réaffectation, doivent être déclarés en application de l'article 21 du décret du 12/5/2004 précité et ce nonobstant les dispositions des AGCF du 28/8/1995 et du 12/9/1995 reprises ci-dessous.

En effet, dans la hiérarchie des normes réglementaires, le décret est une norme supérieure à l'arrêté et par conséquent l'application de l'article 21 du décret du 12/5/2004 est prépondérante.

Il est rappelé toutefois qu'il n'y aura pas de désignations dans les emplois soustraits à la réaffectation, dans le respect des règles applicables en la matière.

A cet effet, le Pouvoir organisateur dont un ou plusieurs emplois définitivement vacants sont occupés par un membre du personnel temporaire visé ci-dessous veillera à compléter correctement la colonne ad hoc du tableau EXCEL relatif aux emplois vacants.

4.2. Emploi vacant en cours d'année scolaire au sein du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité par défaut d'emploi

4.2.1. Emploi temporairement vacant⁹

L'article 15 §7 de l'AGCF du 28 août 1995 et l'article 14 §7 de l'AGCF du 12 septembre 1995 précisent que « si un emploi **temporairement vacant** se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur ou du même pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester ».

Si à l'issue de cet emploi qui lui est confié en cours d'année au sein du Pouvoir organisateur d'origine, le membre du personnel se retrouve en disponibilité par défaut d'emploi, son Pouvoir Organisateur aura l'obligation de notifier à nouveau cette mise en disponibilité à la Commission centrale de gestion des emplois.

A défaut, le Pouvoir Organisateur encourra les sanctions prévues à l'article 101quater, §1er du décret du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné : « *Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge. Dans le cas de la perte partielle de charge, la perte de la subvention-traitement est limitée au nombre de périodes perdues* ».

4.2.2. Emploi définitivement vacant

Si un emploi **définitivement vacant** se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert. Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire, sauf accord des deux pouvoirs organisateurs, le cas échéant. En d'autres termes, sauf accord des deux P.O., le membre du personnel concerné a l'obligation d'accepter l'offre d'emploi à l'issue de sa réaffectation initiale.

4.3. Protection des emplois

4.3.1. Personnel administratif

L'AGCF du 28 août 1995 ne s'applique pas au personnel administratif.

Les opérations de mises en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectations des membres du personnel relevant du personnel administratif sont régies par les dispositions de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné, pour la catégorie du personnel administratif.

Pour le personnel administratif, sont soustraits à la réaffectation au 1^{er} septembre 2016, les emplois occupés par les membres du personnel qui, au 1^{er} septembre 2016, comptabilisent une ancienneté de service de 240 jours acquise au-delà du seuil d'âge.

Cette ancienneté de service doit avoir été acquise dans l'exercice d'une fonction principale et pendant les années scolaires 2013-2014 et/ou 2014-2015.

⁹ Tel que précisé par l'article 2, §7, de l'AGCF du 28/08/1995 précité, l'emploi non vacant est tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel nommé à titre définitif, momentanément éloigné du service ou tout emploi créé pour une durée limitée à la fin de l'année scolaire

L'article 17, §2, 7° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précise que les dossiers des membres du personnel administratif sont uniquement traités au niveau de la Commission centrale de gestion des emplois.

4.3.2. Niveaux d'enseignement autres que la promotion sociale

Si les conditions prévues à :

1. l'article 16 § 1 **de l'AGCF du 28 août 1995 sont remplies, le membre du personnel en place protège son emploi vis-à-vis de la réaffectation et en conséquence** aucune désignation, à l'initiative des Commissions zonales de gestion des emplois et/ou de la Commission centrale de gestion des emplois, ne sera opérée dans ces emplois ;

l'article 16 § 1 précise : « ne doivent pas déclarés aux Commissions de gestion des emplois au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel qui comptabilisent, à l'issue de l'année scolaire qui précède 600 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause, répartis sur trois années scolaires au moins, calculés selon les modalités fixées par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et qui sont titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant. ».

Il en est de même pour les membres du personnel répondant aux mêmes conditions d'ancienneté et pouvant se prévaloir dans le pouvoir organisateur concerné du régime transitoire institué par le décret du 11 avril 2014 leur permettant de continuer a bénéficier de l'ancien régime de titre et étant, dans ce cadre, porteur d'un titre requis, d'un titre jugé suffisant A ou d'une troisième dérogation définitive comme titre jugé suffisant B.

2. l'article 16, § 2 de l'AGCF du 28 août 1995 sont remplies, le membre du personnel en place protège son emploi vis-à-vis de la réaffectation et en conséquence aucune désignation ne sera opérée dans cet emploi ;

l'article 16, §2 précise : « ne doivent pas être déclarés aux Commissions de gestion des emplois visées au chapitre 6 les emplois occupés par les membres du personnel en application de la priorité qui leur est conférée par l'article 36 quinquies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné »

3. **l'article 13, 3° du décret du 30 avril 2009** organisant l'encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité sont remplies, les membres du personnel en place protègent leur emploi vis-à-vis de la réaffectation et en conséquence aucune désignation ne sera opérée dans les emplois concernés ;

*L'article 13, 3° précise : « Dans les implantations **d'enseignement secondaire** bénéficiaires de l'encadrement différencié appartenant **à la classe 1** : Chaque année, à partir du 1^{er} octobre, il ne sera procédé à aucune réaffectation ou complément de charge d'un membre du personnel qui conduirait à licencier ou à réduire la charge d'un membre du personnel temporaire. »*

4.3.3. Promotion sociale

Si les conditions prévues à :

1. l'article 15, §1 **de l'AGCF du 12 septembre 1995 sont remplies, le membre du personnel en place protège son emploi vis-à-vis de la réaffectation et en conséquence** aucune désignation, à l'initiative des Commissions zonales de gestion des emplois et/ou de la Commission centrale de gestion des emplois, ne sera opérée dans ces emplois.

L'article 15 § 1 précité précise : « *Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de gestion des emplois visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel qui comptabilisent, à l'issue de l'année scolaire qui précède 600 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et qui (...) sont titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant* ».

Il en est de même pour les membres du personnel répondant aux mêmes conditions d'ancienneté et pouvant se prévaloir dans le pouvoir organisateur concerné du régime transitoire institué par le décret du 11 avril 2014 leur permettant de continuer à bénéficier de l'ancien régime de titre et étant, dans ce cadre, porteur d'un titre requis, d'un titre jugé suffisant A ou d'une troisième dérogation définitive comme titre jugé suffisant B.

2. l'article 15, §2, de l'AGCF. du 12 septembre 1995 sont remplies, le membre du personnel en place protège son emploi vis-à-vis de la réaffectation et en conséquence aucune désignation ne sera opérée dans cet emploi.

L'article 15, §2 précité stipule : « *Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de gestion des emplois visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel en application de la priorité qui leur est conférée par l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné* ».

4.4. EPA pour les professeurs de morale non confessionnelle ¹⁰

A. Pour l'année scolaire 2016-2017, en cas de perte de périodes de cours philosophiques, au sein d'un Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné, liée à une ou plusieurs demande(s) de dispense faite(s) en application des nouvelles dispositions fixées à l'article article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1er, alinéa 2 de la même loi, ainsi que les prestations liées à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1er, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée sont confiées par le Pouvoir Organisateur, dans le respect de l'ordre de dévolution fixé par l'article 5 de l'AGCF du 28 août 1995 précité (mesures préalables à la mise en disponibilité) :

1° prioritairement au(x) membre(s) du personnel nommé(s) à titre définitif dans une fonction de maître ou professeur de religion ou de morale non confessionnelle porteur(s) d'un titre pédagogique ;

2° à défaut pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), à ceux qui exercent sans titre pédagogique, qui devrai(en)t subir la perte de charge en lien avec ce mécanisme;

! Ces membres du personnel définitif ne sont dans ce cas pas considérés comme mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, au prorata de la charge horaire qui leur est ainsi confiée. Il n'est donc pas nécessaire de transmettre en ce qui les concerne un dossier de mise en disponibilité, ni de signaler leur situation dans le relevé des mises en disponibilité (fichier « Annexe 3 ENCODAGE DISPO SO 2016-2017.xls ») Les documents de demande d'avance (doc.12) les concernant sont à transmettre uniquement aux services F.L.T.¹¹.

¹⁰ Décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française (M.B. du 05 août 2015)

¹¹ Exemple : un professeur de morale non confessionnelle nommé à temps plein devrait perdre un mi-temps de par l'impact du nombre d'élèves pour lesquels une dispense a été demandée pour ce cours ; le Pouvoir Organisateur lui confie cependant pour un volume équivalent des prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif (EPA) : le membre du personnel n'est donc pas considéré comme mis en disponibilité ; aucun document EO/DNTA ne doit être établi pour lui ; sa situation ne doit pas être

3° à défaut, au(x) membre(s) du personnel désigné(s) à titre temporaire dans une fonction de maître ou professeur de religion ou de morale non confessionnelle porteur(s) d'un titre pédagogique ;

4° à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), à ceux qui exercent sans titre pédagogique, à concurrence du nombre de périodes perdues en lien avec ce mécanisme; le cas échéant, le membre du personnel est redésigné pour ces dernières dans la fonction qui était la sienne au 30 juin 2016.

! Afin de préserver l'emploi de ces membres du personnel temporaire, il y a lieu de signaler dans le relevé des emplois vacants leur situation particulière, en sélectionnant à cet effet l'acronyme EPA dans la colonne 24 « Protection de l'emploi » (fichier « Annexe 4 EV SO 2016-2017.xls »).

B. Dans le cas où l'application de ce mécanisme ne permettrait pas de préserver l'emploi du membre du personnel définitif, ou dans l'hypothèse où la perte est due à d'autres facteurs indépendants du mécanisme de dispense dont question ci-dessus, il conviendra d'instruire le dossier de mise en disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge selon les instructions usuelles communes pour l'ensemble des fonctions.

Dans l'attente, le membre du personnel reste, selon les procédures habituelles, à disposition de son Pouvoir Organisateur pour l'accomplissement de tâches pédagogiques.

C. Par ailleurs, l'article 18, §2, a), du décret du 14 juillet 2015 précité, prévoit que le Pouvoir Organisateur devra, après avoir obligatoirement mis en œuvre les dispositions prévues au §1 pour les professeurs de morale non confessionnelle et les professeurs de religion (détaillées ci-dessus en point A. et B.), confier les prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif aux autres membres de son personnel qui resteraient en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, et ce au titre des tâches qui peuvent leur être confiées dans le cadre de leur mise à disposition du Pouvoir Organisateur (article 15, §4, de l'AGCF du 28 août 1995 précité)¹². Ces tâches leur seront données dans l'ordre de priorité suivant :

1° au(x) membres(s) du personnel enseignant porteur(s) d'un titre pédagogique pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, a), b) et c), de la loi du 29 mai 1959;

2° à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), de la loi du 29 mai 1959 aux membres du personnel enseignant qui ne sont pas porteurs d'un titre pédagogique;

3° à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), de la loi du 29 mai 1959, au(x) membres(s) du personnel auxiliaire d'éducation.

renseignée dans le fichier des mise ne disponibilité ; son S.12/SPEC12 portera l'indication d'une charge complète en qualité de professeur de morale non confessionnelle (l'activité liée à l'EPA étant rattachée à sa fonction).

¹² La mise en œuvre de ces dispositions se fait sans préjudice de l'application des règles en matière de disponibilité et réaffectation. Le fait de confier ces tâches à un membre du personnel ne se substitue donc aucunement à la réaffectation et/ou au rappel provisoire à l'activité, qui doivent être opérées préalablement par le Pouvoir Organisateur. Elles ne visent que les membres du personnel qui resteraient en perte de charge après que le Pouvoir Organisateur ait accompli ses obligations en la matière. De même, le membre du personnel concerné restant en disponibilité / perte partielle de charge, son dossier doit être transmis, selon les procédures usuelle aux instances de réaffectation, qui auront pour tâche, le cas échéant, de procéder à sa désignation d'office auprès d'un autre Pouvoir Organisateur.

D. A défaut de pouvoir mettre en œuvre les dispositions détaillées aux point A., B. et C., si conformément à l'article 18, §2, b) du décret du 14 juillet 2015 précité, le Pouvoir Organisateur désigne, pour les prestations visées à l'article 8bis, §3, b) de la loi du 29 mai 1959 précitée, un membre de son personnel dans des périodes prélevées sur le NTTP encore disponible, il lui est demandé de signaler cette situation dans le relevé des emplois vacants, en sélectionnant à cet effet l'acronyme EPA dans la colonne ad hoc « Protection de l'emploi » (fichier Annexe 4 ENCODAGE EV SEC OFF 2016-2017.xls »).

4.5. Particularités concernant les professeurs de religion

Depuis l'adoption du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné n'est plus applicable aux professeurs de religion dans l'enseignement officiel subventionné.

Il convient donc de se référer au chapitre IX – De la mise en disponibilité par défaut d'emploi, de la perte partielle de charge, de la réaffectation et du rappel provisoire à l'activité – du décret du 10 mars 2006 précité.

Les opérations de mise en disponibilité par défaut d'emploi, par perte partielle de charge, de réaffectation et de notification des emplois vacants des professeurs de religion et professeurs de religion font dès lors l'objet d'une circulaire spécifique.

5. RECOURS CONTRE LES DESIGNATIONS

Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation à concurrence du nombre de périodes perdues par le pouvoir organisateur qui l'a placé en disponibilité ou déclaré en perte de charge.

Le membre du personnel peut décliner une offre, sous certaines conditions reprises aux articles 15 et 14 respectivement des AGCF du 28 août 1995 et du 12 septembre 1995, tels que modifiés. Il s'agit :

- de la possibilité pour un membre du personnel de décliner un emploi qui se situerait dans un établissement situé à plus de 25 km de son domicile et qui entraînerait pour lui une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour à l'aide des transports en commun ;
- de la possibilité pour un membre du personnel qui exerce déjà ses fonctions dans trois établissements au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75% au moins d'un temps plein, de décliner un emploi dans un établissement supplémentaire qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune ;

Le membre du personnel et le pouvoir organisateur qui n'accepterait pas une réaffectation, peuvent introduire un recours auprès de la Commission de gestion des emplois compétente :

- La Commission centrale statue sur les recours introduits par le membre du personnel ou le pouvoir organisateur suite aux opérations de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité effectués par la Commission zonale ou par elle-même.

Ce recours doit être introduit dans les dix jours de la notification de la désignation d'office auprès de la Commission de gestion des emplois compétente avec copie au pouvoir organisateur concerné.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge peut toujours, à sa demande, suspendre provisoirement son droit à la subvention-traitement d'attente afin d'être délié de ses obligations en matière de réaffectation, et de rappel provisoire à l'activité. Cette suspension prend effet à la date de la mise en disponibilité ou perte partielle de charge pour l'année scolaire en cours. Afin d'être délié entièrement de ses obligations, le membre du personnel devra faire porter cette demande sur l'entièreté du volume de perte qui l'affecte.

6. NON RESPECT DES OBLIGATIONS

Pour rappel, **l'article 101quater, § 1, 2 et 3 du décret du 6 juin 1994** fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné précise, tel que modifié : « Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge ». « Le pouvoir organisateur qui omet de signaler aux commissions de gestion des emplois l'emploi occupé par un membre du personnel temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité, perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel ». « Le pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation ou un rappel provisoire à l'activité décidé par l'organe de réaffectation créé par le Gouvernement ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation ou à ce rappel provisoire à l'activité ».

Les articles 19 et 17 des AGCF respectivement datés du 28 août 1995 et du 12 septembre 1995 précités stipulent que le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel qu'il recruterait ou maintiendrait en fonction contrairement aux dispositions des arrêtés précités.

Les articles 15 §3 et 14 §3 des AGCF respectivement datés du 28 août 1995 et du 12 septembre 1995 précités stipulent que toute personne en disponibilité qui refuse la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité, sans motif jugé valable par la Commission, sera démise de ses fonctions.

7. CONTACT

7.1. Commissions zonales de gestion des emplois

Zone 1 (Bruxelles, Brabant Wallon):

Président

Monsieur Renaud VAN ELEWYCK
Rue du Meiboom, 16
1000 BRUXELLES

Secrétariat

Monsieur Cédric CAUCHE
Tél : 02/413.21.61
Cz12secondaire.official@cfwb.be

Zone 2 (Hainaut occidental, Mons centre, Charleroi Hainaut sud):

Présidente :

Madame Sabine HELBO
Rue du Chemin de Fer 433
7000 MONS

Secrétaire

Madame DEMANET Martine
Tél : 065/55.56.07
martine.demanet@cfwb.be

Zone 3 (Huy-Waremme, Liège, Verviers):

Présidente

Madame Viviane LAMBERTS
Rue d'Ougrée, 65
4031 ANGLEUR

Secrétaire

Madame Marie COLOMBEROTTO
Tél. 04/364 14 18
Fax : 04/364 13 02
Cz345secondaire.official@cfwb.be

Zone 4 (Namur, Luxembourg):

Présidente

Madame Anne-Françoise GANY
Avenue Gouverneur Bovesse, 41
5100 JAMBES

Secrétaire :

Madame Catherine STASSIN
Tél. : 081/ 82 49 38
Fax : 081/30 94 12
catherine.stassin@cfwb.be

7.2. Commission centrale de gestion des emplois

Président

Monsieur Jan MICHIELS
Boulevard Léopold II, 44
Bureau 2E241
1080 Bruxelles

Secrétaires :

Mesdames Christelle GAUSSIN et Dominique FIEVEZ
Tél. : 02/413 29 11- 25.98
Fax. : 02/413 29 25
ccsecondaire.official@cfwb.be

SECTION 2 : PROCEDURES DE TRAVAIL INFORMATISEES

1. GENERALITES

Dans le cadre de la nouvelle réforme des titres et fonction, l'Administration est actuellement chargée de développer une application informatique qui lui permettra de gérer de manière plus efficace les données relatives aux notifications des mises en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge ainsi que les déclarations des emplois vacants. Ce développement intègre un objectif essentiel celui de la simplification administrative et l'accessibilité des différents acteurs à des données en adéquation avec les réalités de terrain.

Les outils habituellement utilisés (EXCEL - WORD) dans le cadre des opérations de réaffectation ont été revus et adaptés en conséquence et en prévision de la mise en œuvre de l'application REAF, dont le déploiement ne sera effectué que pour la rentrée scolaire 2017-2018. Ce délai supplémentaire sera essentiellement consacré à la réalisation de différents tests afin d'évaluer l'application mais également à la rédaction d'un manuel d'utilisation et à l'organisation de séance de formation.

Il est donc important de préciser que les documents proposés serviront de matériel de base à la réalisation de nos tests puisqu'ils constitueront une excellente source de données à injecter dans l'application REAF. Aussi, si vous rencontrez des difficultés techniques, n'hésitez pas contacter le secrétariat de la commission de gestion des emplois concernée.

Le non respect des procédures informatiques est source de difficultés supplémentaires qui impacteront directement les travaux des Commissions de gestion des emplois et par conséquent sur le non respect des délais en matière de désignation et de prise de fonction.

Les Pouvoirs organisateurs et les Directions des établissements d'enseignement trouveront, en annexe, les modèles de documents à utiliser, pour l'année scolaire 2016-2017, en vue de transmettre aux Commissions zonales de gestion des emplois les renseignements suivants :

- ➔ La notification individuelle des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou des pertes partielles de charge;
- ➔ Un relevé par établissement des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou des pertes partielles de charge, des désignations réalisées au plus tard **le 28 novembre**, par le PO ainsi que des reconductions des désignations réalisées pour l'année scolaire 2016-2017 dans l'établissement ;
- ➔ La notification, par établissement et par fonction, de tous les emplois vacants.

Compte tenu des délais très courts endéans lesquels les établissements scolaires doivent procéder aux encodages des mises en disponibilité et des emplois vacants en vue de les transmettre l'ensemble des fichiers aux Commissions zonales de gestion des emplois, il est impératif que les opérations d'encodage soient effectuées en respectant strictement les instructions reprises dans la présente section.

Afin d'assurer l'authenticité des informations si transmission par courrier électronique, en l'absence de signature électronique, il est demandé que le courriel soit accompagné d'une note introductive certifiant que les informations contenues dans les fichiers joints reflètent la situation exacte des membres du personnel. Cette note introductive, version papier, revêtue de la signature du délégué du Pouvoir organisateur devra être envoyée simultanément auprès des mêmes instances par courrier normal.

Pour les besoins des opérations visées par la présente circulaire, chaque établissement est identifié par son numéro FASE que vous trouverez dans l'annexe 2 « INFO SEC OFF 2016-2017» concernant votre niveau, votre réseau ou votre type d'enseignement.

Si vous remarquez qu'il y a une erreur ou une modification à apporter au niveau de votre établissement, veuillez la communiquer au secrétariat de la Commission Centrale de gestion des emplois du secondaire officiel:

Commission centrale du secondaire officiel :

Téléphone : 02/413.25.98-29.11

Courriel : ccsecondaire.officiel@cfwb.be

2. ERREURS FREQUENTES

Vous trouverez ci-après une liste, non exhaustive, des erreurs les plus fréquemment commises et qui obligent un ré-encodage des données par les secrétaires des Commissions. Nous attirons donc votre attention sur les points suivants :

Au niveau de la notification individuelle de mise en disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge :

- L'envoi tardif des documents EO/D-NTA empêche la vérification des données avant la réunion de la Commission de gestion des emplois ;
- S'assurer que les documents EO/D-NTA ont été signés par les MDP : à défaut, le secrétariat doit renvoyer lesdits documents aux écoles ce qui alourdit d'autant le travail de tous ;
- S'assurer que le MDP a coché la case visant à obtenir la liquidation de la subvention traitement d'attente : à défaut, cette dernière ne lui sera pas versée ;

Au niveau de l'encodage des mises en disponibilité :

- Le fichier regroupant l'ensemble des numéros FASE d'un même PO doit parvenir en un seul envoi ;
- Des lignes blanches ne doivent pas être introduites entre les lignes encodées et l'encodage doit commencer dès la ligne 5 ;
- Lorsque plusieurs lignes sont encodées pour un même MDP, toutes les données le concernant doivent être reproduites à chaque ligne ;
- Toutes les données demandées doivent être complétées ;
- Calcul du reste à pourvoir est erroné ;
- La charge initiale doit être correctement indiquée (des cellules distinctes pour le numérateur et dénominateur) ;
- S'assurer qu'il n'y a pas de doublons ;
- La colonne DI doit être complétée si la situation du MDP le justifie ;
- S'assurer que le MDP pour lequel un document EO/D-NTA a été établi est bien repris dans le fichier « mise en disponibilité ». Le document EO/D-NTA et le fichier doivent correspondre ;
- S'assurer que le nom donné au fichier est correct ;
- Le dénominateur mentionné doit correspondre à la fonction ;
- Lorsque le PO a retrouvé des heures pour un MDP, les colonnes relatives à la désignation doivent être complétées ;
- L'ancienneté de service globale doit être indiquée en nombre de jours, vérifier donc que le nombre de jours indiqué n'est pas fantaisiste (ex. : 60 000 jours) ;
- Si aucune mise en disponibilité à déclarer, il faut introduire le numéro FASE suivi de la mention « néant » sur la première ligne (n°5), colonne 8 "nom prénom du membre du personnel mis en dispo"

Au niveau de l'encodage des emplois vacants :

- Le fichier regroupant l'ensemble des n° FASE d'un même PO doit parvenir en un seul envoi ;
- Les données relatives à un même PO doivent être transmises en un seul fichier ;
- Des lignes blanches ne doivent pas être introduites entre les lignes encodées ;
- La concordance entre les données des colonnes relatives à la vacance de l'emploi et de la situation du MDP doit être respectée ;
- S'assurer que le nom donné au fichier est correct
- S'assurer qu'il n'y a pas d'erreurs manifestes de saisie ex : une ancienneté quasi nulle pour un temporaire assortie d'une protection à tous les niveaux ;
- L'ancienneté de service globale doit être indiquée en nombre de jours ;
- Toutes les données demandées doivent être complétées ;
- L'utilisation des choix proposés par les listes déroulantes doit être systématique ;
- Les données relatives à l'ancienneté de service globale et la protection de l'emploi doivent être complétées ;
- Les données relatives à une même implantation ne peuvent pas varier d'une ligne à l'autre (ex. : encadrement différencié) ;

- Lorsqu'il s'agit d'un emploi temporairement et définitivement vacant, la date de fin de vacance doit être indiquée en colonne concernée ;
- Le dénominateur mentionné doit correspondre à la fonction ;
- La colonne relative à la protection de l'emploi doit être complétée correctement.

3. FICHIERS INFORMATIQUES

3.1. Pour les Pouvoirs organisateurs

Les différents fichiers informatiques à utiliser par les **Pouvoirs organisateurs** dans le cadre de la présente circulaire sont les suivants :

Annexe 1 EODNTA SEC OFF 2016-2017

- Document WORD pour encoder les **notifications individuelles**

Annexe 2 INFO SEC OFF 2016-2017

- Document EXCEL
 - Onglet 1 données complètes des écoles du secondaire officiel subventionné
 - Onglet 2 codes DI
 - Onglet 3 tableau des pondérations
 - Onglet 4 codes et intitulés de fonction RTF
 - Onglet 5 codes et intitulés de fonction hors RTF
 - Onglet 6 abréviations utilisées dans les fichiers informatiques
 - Onglet 7 manuel d'utilisation fusion DISPO
 - Onglet 8 manuel d'utilisation fusion EV
 - Onglet 9 mode d'emploi pour compresser les fichiers

Annexe 3 ENCODAGE DISPO SEC OFF 2016-2017

- Document EXCEL pour l'encodage des **mises en disponibilité**
 - Onglet 1 pour l'encodage de toutes les mises en disponibilité de votre établissement scolaire, des nouvelles désignations par le PO et les reconductions des désignations antérieures (CZ et/ou CC)
 - Onglet 2 note explicative

Annexe 4 ENCODAGE EV SEC OFF 2016 -2017

- Document EXCEL pour l'encodage des **emplois vacants (également en cours d'année)**
 - Onglet 1 pour l'encodage du relevé des emplois vacants de votre établissement scolaire
 - Onglet 2 note explicative

Annexe 5 FUSION PO DISPO SEC OFF 2016-2017

- Document EXCEL pour la fusion des documents de mise en disponibilité
 - Onglet 1 document destiné aux PO: à utiliser pour la fusion des documents des mises en disponibilité reçus des écoles.
 - Onglet 2 encodage des décisions prises au niveau des PO

Annexe 6 FUSION PO EV SEC OFF 2016-2017

- Document EXCEL pour la fusion des documents des emplois vacants
 - Onglet 1 document destinés aux PO à utiliser pour la fusion des documents des emplois vacants reçus des écoles.
 - Onglet 2 encodage des décisions prises au niveau des PO

3.2. Pour les Commissions zonales

Les différents fichiers informatiques à utiliser par **les Commissions zonales** dans le cadre de la présente circulaire sont les suivants :

Annexe 2 INFO – Document EXCEL (voir son contenu au point 3.1).

Annexe 7 FUSION CZ DISPO SEC OFF 2016-2017

– Document EXCEL pour la fusion des documents de mise en disponibilité

Onglet 1 document destiné aux CZ à utiliser pour la fusion des documents des mises en disponibilité reçus des PO.

Onglet 2 encodage des données issues des opérations et décisions effectuées au niveau des CZ

Annexe 8 FUSION CZ EV SEC OFF 2016-2017

– Document EXCEL pour la fusion des documents des emplois vacants

Onglet 1 document destinés aux CZ à utiliser pour la fusion des documents des emplois vacants reçus des PO.

Onglet 2 encodage des données issues des opérations et décisions effectuées au niveau des CZ

4. TRANSMISSION DES DONNEES

Les fichiers EXCEL actuellement utilisés, les formules facilitant les encodages ainsi que les bases de données alourdissent considérablement le poids des documents. Il vous est donc demandé de bien vouloir les compresser avant de les transférer par courriel. Pour ce faire, veuillez consulter l'annexe 2 INFO, onglet 9 mode d'emploi pour compresser les fichiers.

4.1. Par les Pouvoirs organisateurs

Les Pouvoirs organisateurs et les Directions des établissements d'enseignement trouveront, en annexe à la présente, les modèles de documents à utiliser, pour l'année scolaire **2016-2017**, en vue de transmettre aux Commissions zonales de gestion des emplois les renseignements nécessaires au bon déroulement du processus des réaffectations.

ETAPE 1 : NOTIFICATION INDIVIDUELLE DES MISES EN DISPONIBILITE PAR DEFAUT D'EMPLOI OU DES PERTES PARTIELLES DE CHARGE ET DEMANDE D'UNE SUBVENTION-TRAITEMENT D'ATTENTE. (EO/DNTA)

La notification individuelle des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou des pertes partielles de charge ainsi que la demande de subvention-traitement d'attente se feront au moyen du formulaire EO/D-N.TA (Enseignement officiel/Disponibilité – Notification. Traitement d'Attente).

Ce fichier est téléchargeable à partir du site <http://www.adm.cfwb.be/fr>

Comment faire ?

- Ouvrir le document Word intitulé « Annexe 1 EODNTA » ;
- Enregistrer le document Word ;
- Le membre du personnel concerné doit compléter et signer la page 4 de l'annexe 1;
- Joindre le document « 12 » (S12, Spec 12, Prom S12, A12) ;
- Dans le cadre de la simplification des tâches administratives, il a été convenu que la page 1 de l'annexe 1 pouvait être complétée pour l'ensemble des écoles d'un même Pouvoir organisateur,

pour un même niveau : une seule page 1 sur laquelle seront reprises toutes les écoles concernées ;

- Vérifier tous les points de validité (voir encadré ci-dessous).

Vers qui et pour quand ?

Les Pouvoirs organisateurs sont invités à :

- rédiger les documents EO/D-N.TA, pour les mises en disponibilité et pertes partielles de charge, qu'elles soient prononcées **entre le 01 septembre et le 28 novembre** et renvoyer pour le **28 novembre 2016** au plus tard à la Commission zonale de gestion des emplois.
- À partir **du 29 novembre 2016**, le Pouvoir organisateur rédige le document EO/D-N.TA et le renvoie directement au secrétariat de la Commission centrale de gestion des emplois.

1. ATTENTION POUR ETRE VALIDE

- Le document doit être dûment complété et signé par les différentes parties concernées ; la notification individuelle doit être obligatoirement datée et signée par le membre du personnel avant son envoi. A défaut, la subvention-traitement d'attente ne pourra lui être octroyée puisque cette dernière doit être demandée. Il est indispensable de joindre une copie du « document 12 » (reprises sur les documents S12, Spec12, Prom S12 et A12 sont d'une grande utilité pour un travail efficace des instances de réaffectation) portant mention des prestations exactes du membre du personnel ;
- Les informations reprises dans l'annexe 1 EODNTA doivent être strictement identiques à celles figurant sur les documents d'attributions ;
- L'attention des Pouvoirs organisateurs est attirée sur le fait que la charge à pourvoir par la Commission, est mentionnée au cadre C de l'annexe 1 page 3, déduction faite des périodes couvertes par une suspension de la subvention-traitement d'attente;
- Il est demandé que le courriel soit accompagné d'une note introductive certifiant que les informations contenues dans les fichiers joints reflètent la situation exacte des membres du personnel. Cette note introductive revêtue de la signature du délégué du Pouvoir organisateur, devra être envoyée en version papier simultanément auprès de la Commission, par courrier normal ;
- Vérifier que les erreurs fréquentes, reprises au point 2 de la section 2, n'ont pas été commises.

ETAPE 2 : RELEVÉ DES MISES EN DISPONIBILITÉ PAR DÉFAUT D'EMPLOI, DES PERTES PARTIELLES DE CHARGE, DES DESIGNATIONS DANS LE POUVOIR ORGANISATEUR ET RECONDUCTION DES DESIGNATIONS EFFECTUEES ANTERIEUREMENT (PO, CZ ET/OU CC). (DISPO)

Un relevé par établissement des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou des pertes partielles de charge, des désignations réalisées **au plus tard le 28 novembre**, par le PO ainsi que des reconductions des désignations réalisées pour l'année scolaire 2016-2017 dans l'établissement.

Le relevé vise à globaliser, par établissement et en un seul document, les données contenues dans chaque notification individuelle ainsi que des renseignements sur les opérations effectuées au sein des PO ou sur l'état des reconductions des désignations en cours et touchant les membres du personnel pour lesquels une notification est, ou continue d'être établie.

Pour l'établir, il convient d'encoder dans le tableau EXCEL « annexe 3 DISPO », les données relatives aux disponibilités et pertes partielles de charge pour votre établissement ainsi que les décisions touchant les membres du personnel de votre établissement, tant au niveau des nouvelles désignations PO qu'au niveau des reconductions des désignations prononcées antérieurement.

Comment faire ?

- Ouvrir le document EXCEL intitulé « Annexe 3 ENCODAGE DISPO SEC OFF 2016-2017 »
- Enregistrer le document EXCEL, en version 2003, sur votre ordinateur en le précédant de votre numéro FASE PO¹³ :

Exemple : PO103OFFDISPO2016 2017.xls

En majuscule et pas d'espace

- Compléter le document EXCEL en vous aidant des différents onglets :
 - ➔ ONGLET d'encodage des mises en disponibilité
 - ➔ ONGLET note explicative
- Vérifier tous les points de validité (voir encadré ci-dessous).

Les Pouvoirs organisateurs qui ne prononcent aucune disponibilité ou perte partielle de charge doivent le signaler en encodant NEANT dans le fichier (sur la première ligne n°5, colonne 8 "nom prénom du membre du personnel mis en dispo)

Vers qui et pour quand ?

Les Pouvoirs organisateurs sont invités à :

- renvoyer les fichiers concernant les mises en disponibilité et pertes partielles de charge prenant effet exceptionnellement après le **1er octobre et le 28 novembre 2016** aux secrétariats des Commissions zonales de gestion des emplois pour **le 28 novembre au plus tard**
- renvoyer, à partir **du 29 novembre 2016**, le relevé des mises en disponibilité et l'envoyer directement au secrétariat de la Commission centrale de gestion des emplois.

2. ATTENTION POUR ETRE VALIDE

- Veiller à utiliser la nomenclature adéquate en se référant aux différents documents ; Le document doit être dûment complété ;
- Il convient d'encoder les données relatives aux disponibilités pour vos établissements ainsi que les décisions touchant les membres du personnel de votre établissement, tant au niveau des nouvelles désignations P.O. qu'au niveau des reconductions des désignations prononcées antérieurement ;
- Les Pouvoirs organisateurs qui ne prononcent aucune disponibilité doivent le signaler en encodant NEANT dans le fichier (ligne 5, colonne 8) ;
- Il est demandé que le courriel soit accompagné d'une note introductive certifiant que les informations contenues dans les fichiers joints reflètent la situation exacte des membres du personnel. Cette note introductive revêtue de la signature du délégué du Pouvoir organisateur, devra être envoyée en version papier simultanément auprès de la Commission, par courrier normal ;
- Vérifier que les erreurs fréquentes, reprises au point 2 de la section 2, n'ont pas été commises.

ETAPE 3 : NOTIFICATION DE TOUS LES EMPLOIS VACANTS, PAR FONCTION (EV)

La notification, par établissement et par fonction, de tous les emplois vacants prend la forme d'un relevé des divers emplois vacants au sein de l'ensemble de l'établissement. Ce relevé sera établi, comme pour le relevé des disponibilités et pertes partielles de charge, par l'encodage dans le tableau EXCEL approprié.

Sont concernés ici, les emplois (dans les fonctions de recrutement, de sélection et de promotion) définitivement vacants et les emplois temporairement vacants d'une durée de 15 semaines au moins. En conséquence, les déclarations individuelles d'emplois vacants postérieures à cette date

¹³ Pour connaître votre numéro FASE PO ou établissement, merci de bien vouloir se référer à l'annexe 2 INFO.

doivent être établies également selon le modèle repris en « **Annexe 4 ENCODAGE EV SEC OFF 2016-2017** ».

Le fichier EXCEL « **Annexe 4 ENCODAGE EV SEC OFF 2016-2017** » doit être enregistré, sur le disque dur de votre PC pour un envoi par courriel en version Excel 2003 uniquement.

Chaque emploi soumis à la réaffectation et figurant dans le tableau EXCEL ou sur les déclarations individuelles, lorsqu'un emploi devient temporairement ou définitivement vacant, doit être classé dans une nomenclature précise.

Cette nomenclature est disponible en consultant « **l'Annexe 2 INFO SEC OFF 2016 2017** » qui reprend la liste des fonctions.

Comment faire ?

- Ouvrir le document EXCEL intitulé « **Annexe 4 ENCODAGE EV SEC OFF 2016-2017** »;
- Enregistrer le document EXCEL, en version 2003, sur votre ordinateur en le précédant **de votre numéro FASE PO**¹⁴:

Exemple : PO103OFFEV2016 2017.xls

En majuscule et pas d'espace

- Compléter le document EXCEL en vous aidant des différents onglets
 - ➔ ONGLET encodage
 - ➔ ONGLET note explicative
- L'onglet ENCODAGE est la feuille que vous devez utiliser pour l'encodage du relevé des emplois vacants de votre PO
- Vérifier tous les points de validité (voir encadré ci-dessous).

Vers qui et pour quand ?

Les Pouvoirs organisateurs sont invités à :

- renvoyer immédiatement les fichiers relatifs aux :
 - ➔ emplois devenus vacants entre le **1er septembre** et le **28 novembre 2016** aux secrétariats de la Commissions zonale de gestion des emplois compétente pour le **28 novembre 2016**.
 - ➔ emplois devenus vacants à partir du **29 novembre 2016** au secrétariat de la Commission centrale de gestion des emplois.

3. ATTENTION POUR ETRE VALIDE

- Chaque emploi soumis à la réaffectation et figurant dans le tableau EXCEL ou sur les déclarations individuelles, lorsqu'un emploi devient temporairement ou définitivement vacant, doit être classé dans une nomenclature précise. Cette nomenclature est disponible en consultant l'annexe 2 INFO qui reprend la liste des fonctions ;
- Il est demandé que le courriel soit accompagné d'une note introductive certifiant que les informations contenues dans les fichiers joints reflètent la situation exacte des membres du personnel. Cette note introductive revêtue de la signature du délégué du Pouvoir organisateur, devra être envoyée en version papier simultanément auprès de la Commission, par courrier normal ;
- Tous ces emplois, qu'ils soient ou non protégés de la réaffectation, doivent être déclarés ;

¹⁴ Pour connaître votre numéro FASE PO ou établissement, merci de bien vouloir vous référer à l'annexe 2 INFO.

4.2. Fichiers fusion à destination des PO

Les Pouvoirs organisateurs trouveront, en annexe à la présente, des fichiers Excel de fusion pour les notifications des mises en disponibilité (annexe 5 fusion PO DISPO SEC OFF 2016 2017) et pour les déclarations des emplois vacants (annexe 6 fusion PO EV SEC OFF 2016 2017).

Comment faire?

- Enregistrer les fichiers de fusion sur l'ordinateur en veillant à le renommer. A cet effet, veillez à respecter la procédure décrite au l'étape 2 pour la "fusion Dispo" et à l'étape 3 pour la "fusion EV" , du point 4.1 repris ci-dessous.
- Ouvrir un fichier de fusion à la fois et procéder à l'importation des données. La procédure est décrite dans l'annexe 2 INFO SEC OFF 2016 2017, onglet "manuel d'utilisation des fusions Dispo" ou 'manuel d'utilisation des fusions EV"
- Après avoir importé les données et afin de conserver les données communiquées par les établissements intacts, dans l'onglet « fusion », veillez à procéder aux modifications et/ou enregistrement des décisions prises à votre niveau dans l'onglet « encodage » du fichier DISPO.

4.3. Par les Commissions zonales

Les Commissions zonales trouveront, en annexe à la présente, les modèles des documents à utiliser, pour l'année scolaire 2016-2017, en vue de transmettre à la Commission centrale de gestion des emplois les renseignements nécessaires au bon déroulement du processus des réaffectations.

Sur base des différents calendriers précités, les Commissions zonales seront donc amenées à recevoir et à centraliser les différents documents EXCEL envoyés par les Pouvoirs organisateurs.

Pour rappel, tous les outils utilisés lors des opérations de réaffectation par la Commission zonale (tableaux des mises en disponibilité, des emplois vacants ainsi que les procès verbaux) doivent être enregistrés sur le serveur commun dédié à cet effet.

ETAPE 1 : NOTIFICATION INDIVIDUELLE DES MISES EN DISPONIBILITE PAR DEFAUT D'EMPLOI OU DES PERTES PARTIELLES DE CHARGE ET DEMANDE D'UNE SUBVENTION-TRAITEMENT D'ATTENTE. (EODNTA)

Les Commissions zonales recevront les notifications individuelles des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou des pertes partielles de charge ainsi que la demande de subvention-traitement d'attente au moyen de l'annexe 1 EO/D-N.TA.

Comment faire ?

- Contrôler les informations reprises dans l'annexe 1 EODNTA. En effet, les données doivent être en adéquation avec les informations reprises dans les différents documents de mise en disponibilité;
- Vérifier les documents EO/D-NTA ;
- les documents relatifs à l'enseignement de promotion sociale ;
- Vérifier que le document « 12 » a bien été ajouté ;
- Centraliser tous les documents reçus en vue de les envoyer à la Commission centrale de gestion des emplois ;
- Vérifier tous les points de validité (voir encadré 1).

Vers qui et pour quand ?

Les Commissions zonales sont invitées à transmettre les documents, le plus rapidement et dans la mesure du possible, **avant le 19 décembre 2016** de manière à permettre à la Commission centrale de gestion des emplois de clôturer ses travaux dans le courant du mois de janvier 2017.

ETAPE 2 : RELEVÉ DES MISES EN DISPONIBILITÉ PAR DÉFAUT D'EMPLOI, DES PERTES PARTIELLES DE CHARGE, DES DESIGNATIONS DANS LE POUVOIR ORGANISATEUR ET RECONDUCTION DES DESIGNATIONS EFFECTUEES ANTERIEUREMENT (PO, CZ ET/OU CC). (DISPO)

Les Commissions zonales recevront le relevé des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou des pertes partielles de charge, des désignations réalisées par les Pouvoirs organisateurs.

Comment faire ?

- Enregistrer les différents documents reçus par les PO sur votre ordinateur en veillant à :
 - ➔ créer un dossier uniquement dédié aux mises en dispo 2016-2017
 - ➔ à renommer, si besoin, les différents fichiers afin faciliter la fusion des données
- Enregistrer les documents de mise en disponibilité reçus directement des Pouvoirs organisateurs :
- Vérifier tous les documents relatifs à l'enseignement de promotion sociale ;
- Ouvrir le document EXCEL intitulé « Annexe 7 FUSION CZ DISPO SEC OFF 2016 2017 »
- Enregistrer le document EXCEL, en version 2003, sur votre ordinateur en le précédant du numéro de la zone:

Exemple : CZ6OFFDISPO2016 2017.xls

En majuscule et pas d'espace

- fusionner l'ensemble des données issues des PO en vous aidant de :
 - ➔ l'onglet 2 manuel d'encodage dans l'annexe 7
 - ➔ l'annexe 2 INFO onglet manuel d'encodage
- Afin de conserver les données communiquées par les PO intactes dans l'onglet "fusion" veiller à procéder aux modifications et/ou enregistrement des décisions prises dans l'onglet "encodage" du fichier Dispo
- Vérifier tous les points de validité (voir encadré 2)

Vers qui et pour quand ?

Les Commissions zonales sont invitées à transmettre les documents, le plus rapidement et dans la mesure du possible, **avant le 19 décembre 2016** de manière à permettre à la Commission centrale de gestion des emplois compétente de clôturer ses travaux dans le courant du mois de janvier 2017.

ETAPE 3 : NOTIFICATION DE TOUS LES EMPLOIS VACANTS, PAR FONCTION (EV)

Les Commissions zonales recevront le relevé des emplois vacants, par établissement et par fonction, de tous les emplois vacants au sein de l'ensemble de l'établissement. Ce relevé sera établi, comme pour le relevé des disponibilités et pertes partielles de charge, par l'encodage dans le tableau EXCEL approprié.

Pour rappel, chaque emploi soumis à la réaffectation et figurant dans le tableau EXCEL ou sur les déclarations individuelles, lorsqu'un emploi devient temporairement ou définitivement vacant, doit être classé dans une nomenclature précise. Cette nomenclature est disponible en consultant « l'annexe 2 INFO » qui reprend la liste des fonctions.

Comment faire ?

- Enregistrer les différents documents reçus par les PO sur votre ordinateur en veillant à :
 - ➔ créer un dossier uniquement dédié aux emplois vacants 2016-2017 dans le répertoire dédié à cet effet
 - ➔ à renommer, si besoin, les différents fichiers afin de faciliter la fusion des données
- Vérifier tous les documents relatifs à l'enseignement de Promotion sociale
- Ouvrir le document EXCEL intitulé « Annexe 8 FUSION CZ EV SEC OFF 2016-2017 »
- Enregistrer le document EXCEL, en version 2003, sur votre ordinateur en le précédant de votre **du numéro de la zone** :

Exemple : CZ1OFFEV2016 2017.xls
En majuscule et pas d'espace
- Fusionner l'ensemble des données issues des PO en vous aidant de :
 - ➔ l'onglet 2: manuel d'encodage de l'annexe 8
 - ➔ l'annexe 2 INFO : onglet manuel d'encodage
- Afin de conserver les données communiquées par les PO intactes dans l'onglet "fusion", veiller à procéder aux modifications et/ou enregistrement des décisions prises dans l'onglet "encodage" du fichier EV
- Vérifier tous les points de validité (voir encadré 3).

Vers qui et pour quand ?

Les Commissions zonales sont invitées à transmettre les documents, le plus rapidement et dans la mesure du possible, **avant le 19 décembre 2016** de manière à permettre à la Commission centrale de gestion des emplois de clôturer ses travaux dans le courant du mois de janvier 2017.

5. RECAPITULATIF CALENDRIER

Calendrier des PO :

Pour les EO/DN-TA, toujours en version papier, des mises en disponibilité prononcées,

- ➔ du **1 septembre au 28 novembre** à renvoyer à la Commission zonale compétente pour le **28/11/2016**
- ➔ à partir du **29 novembre** à renvoyer **directement** à la Commission centrale

Pour les données DISPO, en version EXCEL, prononcées

- ➔ du **1 septembre au 28 novembre** à renvoyer à la Commission zonale compétente pour le **28/11/2016**
- ➔ à partir du **29 novembre** à renvoyer **directement** à la Commission centrale

Pour les EV, en version EXCEL prononcées

- ➔ du **1 septembre au 28 novembre** à renvoyer à la Commission zonale compétente pour le **28/11/2016**
- ➔ à partir du **29 novembre** à renvoyer **directement** à la Commission centrale

Calendrier des Commissions zonales :

Toutes les données/modifications doivent être transmises à la Commission centrale au plus tard, **19/12/2016**

ANNEXE 1 :

Arrêté ministériel du 11 octobre 2016 portant exécution de l'article 17quinquies du décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4 (M.B. du 24 octobre 2016)

La Ministre de l'Education,

Vu le décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, tel que modifié, l'article 17quinquies ;

Vu la proposition émise par le groupe de travail composé de représentants de la Ministre de l'Education, des services du Gouvernement, des organisations syndicales et des fédérations de pouvoirs organisateurs ;

ARRETE :

Article 1^{er}. – **§1^{er}.** Pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018, dans les conditions prévues aux articles 17bis à 17quater du décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, les titulaires d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle qui se retrouvent en perte de charge et qui restent à disposition de l'établissement dans lequel ils enseignent, peuvent se voir confier les tâches pédagogiques suivantes, en lien avec la formation qualifiante :

1^o Aide aux élèves :

- Participer à l'encadrement des élèves en stages ou de l'immersion en entreprise ;
- Assurer de la remédiation et/ou du perfectionnement, aussi bien dans les matières qu'ils enseignent que, de manière plus large, dans leur domaine de compétences ;
- Accompagner les élèves dans des centres de compétence ou de référence professionnelle, des centres de technologies avancées, ou dans des visites en entreprise ;
- Participer à la coordination de projets pédagogiques avec les élèves, en ce compris des projets multidisciplinaires ;
- Participer à l'encadrement de programmes d'échange (Erasmus +,...).

2° Aide aux collègues :

- Assurer de la coordination au niveau des professeurs de cours techniques et/ou de pratique professionnelle ;
- Assister les professeurs de cours technique et/ou de pratique professionnelle dans la recherche de lieu de stages et dans le suivi de ces stages ;
- Pourvoir, avec l'accord formel de l'enseignant, au remplacement d'un collègue absent pour une durée qui ne permet pas d'engager un intérimaire, et pour des cours en lien avec les titres de l'intéressé ;
- Accueillir et encadrer les professeurs débutants ;
- Appuyer, voire encadrer la passation des épreuves sectorielles ;
- Organiser des activités de découvertes destinées aux élèves de l'enseignement primaire et du premier degré de l'enseignement secondaire (prévues pour ces derniers dans le Plan d'Actions Collectives) ;
- Permettre à d'autres enseignants de découvrir les centres de technologies avancées, les centres de compétence et les centres de référence professionnelle ;
- Appuyer l'action du coordonnateur et/ ou du formateur d'un centre de technologies avancées.

3° Autres tâches :

- Développer des contacts avec le mode du travail et de l'entreprise ;
- Apporter une expertise technique en ce qui concerne l'équipement et la sécurité, dans le cadre des missions du service interne de prévention et de protection au travail;
- Promouvoir l'enseignement en alternance.

§2. En aucun cas, les tâches confiées aux professeurs de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, dans le cadre de leur perte de charge, ne peuvent consister en des surveillances supplémentaires, en des tâches administratives sans lien avec les prestations évoquées au paragraphe 1^{er}, ou en des prestations qui résulteraient d'un dédoublement des cours.

Art. 2. – Les professeurs visés à l'article 1^{er} peuvent également suivre des formations permettant une requalification, l'actualisation ou l'approfondissement de leurs compétences professionnelles, en sus ou non des tâches pédagogiques qui leur seraient confiées dans le cadre de leur perte de charge.

Au préalable, le membre du personnel soumet pour accord son projet de formation, et le nombre de périodes qui y seraient consacrées, à son pouvoir organisateur.

Si le pouvoir organisateur répond favorablement à la demande de formation du membre du personnel, il lui appartient de s'assurer de l'assiduité de ce dernier,

par un entretien au moins tous les 6 mois avec le professeur et/ou par la production d'une attestation de fréquentation délivrée par l'organisme de formation.

En cas de refus du pouvoir organisateur sur la demande de formation du membre du personnel, il lui appartient de motiver ce refus.

Art. 3. - Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

La Ministre de l'Education,

Marie-Martine SCHYNS